

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
21 mai 1976
No 495
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Coordination des luttes et perspectives politiques

Le mouvement gréviste de la classe ouvrière connaît une ampleur qui ne fléchit pas, bien au contraire. Chaque jour des travailleurs de différentes entreprises entrent en lutte, que ce soit contre les licenciements ou pour des revendications de salaire et d'amélioration des conditions de travail, et de plus en plus contre la répression de la bourgeoisie aux abois qui se déchaîne.

Ce mouvement prend en fait un caractère relativement différent par rapport aux différentes grèves qui avaient lieu il y a quelques mois.

Tout d'abord, la volonté de lutte à la base — c'est-à-dire hors du contrôle des dirigeants CGT-PCF — s'affirme de plus en plus. C'est par exemple le début de mise en pratique de la coordination des luttes, besoin ressenti en fait depuis longtemps, qui a commencé à se réaliser avec succès le 1er Mai aux journées « portes ouvertes » chez Griffet à Marseille. Coordination, dont les « Griffet » ont été — par les travailleurs présents — désignés comme principaux « centralisateurs ». Ces journées « portes ouvertes » n'ont vraiment rien à voir avec les mascarades révisionnistes dont la conception est de vanter les produits fabriqués par l'usine, tels des marchands de tapis. Ce qu'ils mettent en valeur c'est le « patrimoine national » (!)... et leurs zélus bardés de tricolore qui viennent se pavaner et jouer les vedettes. Les masses, elles, sont exclues.

Alors que chez Griffet, comme huit jours après chez Lip, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui prennent en main leurs affaires, organisent les débats avec les ouvriers d'autres entreprises en lutte et avec tous ceux qui sont venus les soutenir. Chacun partage avec les autres ses expériences, ses projets. Et cela pas seulement au niveau d'une ville ou d'une région, au niveau national.

Cette profonde aspiration des masses à « prendre la parole », notre Rassemblement national ouvrier du 14 février à Paris — où près de 10 000 personnes de tous âges, venues de toute la France de très nombreuses entreprises en lutte (ainsi que des petits paysans) — avait commencé à y répondre, en donnant en même temps des perspectives politiques. Depuis, des rassemblements ré-

gionaux du même type ont eu lieu — auxquels s'étaient joints des étudiants en lutte — d'autres vont se tenir.

La coordination syndicale, quand elle existe et part des préoccupations des travailleurs, peut jouer un certain rôle positif ; mais même dans ces conditions elle est nécessairement limitée et donc insuffisante.

(Suite p. 3)

Siméoni

«CE PROCES, C'EST CELUI DES CORSES»

Jeudi le procès du Corse Siméoni entrera dans son 4e jour. La 3e journée qui s'est déroulée mercredi a entendu une déclaration de docteur Siméoni sur les événements d'Aléria et leur signification politique. Après cette déclaration le docteur Siméoni a dénoncé une manœuvre de l'avocat général qui prétendait transformer les propos que le secrétaire général de l'ARC avait tenus en août 1975 à Corte.

E. Siméoni devait alors révéler qu'il avait laissé la bande magnétique de l'enregistrement du congrès 3 semaines « à la disposition du juge d'instruction, qui n'a pas jugé utile de la verser au dossier ».

Dès l'ouverture de la séance Edmond Siméoni déclarait à propos des événements d'Aléria :

« Mes camarades et moi-même ne vous ferons pas de procès d'intention quant à votre volonté de comprendre, bien que M. Lecanuet ait déclaré lors d'une réunion au Centre démocrate : "Edmond Siméoni sera jugé et condamné en 1976". »

« Le manichéisme officiel voudrait accréditer la thèse d'un affrontement entre un État libéral et quelques militants corses passés, racistes, séparatistes, bref des fauves à éliminer de la société. Cet argument est faux. Nous le démontrons.

« Pas un seul Corse ne s'y trompe : ce procès est celui de son peuple, a-t-il clamé.

Ce peuple a une culture, non pas un folklore, des aspirations, non pas des velléités de révolte, une langue et non un patois.

« M. l'avocat général, le mot de diaspora n'est pas un euphémisme : n'oublions pas que le Corse ne s'exile jamais, il s'absente. Entre l'homme corse et son pays, il y a une passion. Nos églises, nos morts, nos villages perchés, tout ce qui fait sourire en métropole, tout cela est sans prix pour nous. »

Le docteur Siméoni a ensuite retracé l'histoire de la crise corse.

« Aléria, Bastia, ne sont pas nés au congrès de Corte. La gestation en était très ancienne, a-t-il dit. Dès 1729, nous étions une nation dotée d'une constitution démocratique, la première des temps modernes. En 1768, Gênes nous a vendus à la France et un an après, 30 000 Français bien armés sont venus à bout de 12 000 paysans corses à Ponte-novo.

« Quand on présente ces noces de sang comme une idylle, on travestit la vérité. Déjà à l'époque, la métropole avait instauré des lois douanières iniques qui taxaient les produits corses. »

E. Siméoni a ensuite abordé la situation créée par l'État ces 20 dernières années.

« La promotion de la langue française a relégué le Corse aux oubliettes.

« De 1957 à 1974, il y a eu une cascade d'erreurs tragiques. Guy Mollet a instauré un plan d'action régional pour promouvoir l'agriculture corse. Qu'en est-il ? En 1969, 17 000 rapatriés d'Algérie ont reçu chez nous un accueil chaleureux. »

(Suite p. 3)

Sahara Occidental

3e anniversaire du déclenchement de la lutte armée



Une guerre de tout le peuple.

Hier, 20 mai, le Front POLISARIO célébrait le 3e anniversaire du déclenchement de la lutte armée de libération du Sahara, à l'époque dirigée contre les colonialistes franquistes espagnols.

C'est par une nouvelle offensive sur plusieurs fronts de lutte que le POLISARIO célèbre cet anniversaire glorieux.

Il a annoncé que récemment 169 soldats marocains et mauritaniens avaient

été tués au combat, tandis qu'il menait des actions en territoire marocain ou mauritanien destinées à couper les forces d'invasion de leurs bases.

C'est dans cette excellente situation politique et militaire que nous avons pu avoir un entretien avec des représentants du Front POLISARIO récemment à Paris. Nous publions cette interview en page 8 de ce numéro.

Service de liquidation de l'ORTF Le ton monte

En réponse à la lutte des travailleurs de son propre service, pour la sauvegarde de leur emploi, Jacques Chirac leur délègue ses forces policières. Le personnel du service de liquidation de l'ORTF (service du premier ministre) dans son 2e jour de grève, avait en AG délégué un certain nombre de travailleurs auprès du directeur général de la Fonction publique en vue de lui exposer leurs légitimes revendications. Malgré ses déclarations démagogiques sur l'emploi, Chirac licencie 114 agents de ses propres services. La seule issue qu'il leur laisse étant un emploi d'auxiliaire, à un salaire de 20 % inférieur à celui perçu actuellement, sans aucune garantie d'emploi. Les travailleurs du service de liquidation sont dans leur 4e mouvement de grève, pour obtenir : 1) leur titularisation immédiate en catégorie C dans la Fonction publique, ce qui leur garantirait la sécurité d'emploi et un salaire égal avec progression salariale régulière ; 2) le reclassement des travailleurs originaires des dits départements ou territoires d'outre-mer dans la société FR-3 et dans les administrations de leur département d'origine.

La réponse de Chirac fut pour « accueillir » la délégation soutenue par des représentants du Bureau national de l'Union des syndicats d'administration centrale et assimilés (CRDT) et du Bureau national du syndicat unifié de la radio-télévision CFDT : le déploiement de forces policières, ceci afin d'intimider les travailleurs. Ces travailleurs firent preuve de sang-froid et détermination face à une telle situation que l'on peut qualifier de provocatrice et inutile. Une brève entrevue fut obtenue, afin de rappeler les revendications de l'ensemble des personnels du service de liquidation et d'arrêter dans les plus brefs délais une entrevue avec les grévistes du service de liquidation. Une délégation du personnel en grève se rendra donc une nouvelle fois à la direction générale de la Fonction publique le jeudi 20 mai. La grève est reconduite.

Correspondant HR.

CHINE

Une brigade rouge

Tout le peuple chinois, actuellement, vit, travaille, étudie, au rythme de la grande campagne engagée pour critiquer la ligne politique réactionnaire qu'a tenté d'impulser Teng Siao-ping. Comment ces événements sont-ils vécus au niveau d'une

Les 12 équipes qui constituent la brigade disposent chacune d'une école politique du soir où les paysans étudient la théorie révolutionnaire et critiquent le capitalisme et le révisionnisme. L'importance donnée à cet-

autres à la Ligue de la jeunesse communiste.

Depuis la Révolution culturelle, la brigade a déjà envoyé plus d'une dizaine de paysans pauvres étudier à l'université ou à l'institut d'agriculture du Hounan.



L'enthousiasme de la jeunesse et l'expérience des anciens se conjuguent dans tous les aspects de la lutte, sur le plan politique, comme à la production.

te formation est située par un chiffre : 69 moniteurs d'études théoriques (par ailleurs tous travailleurs à la production) impulsent ces études dans les équipes de production et les usines gérées par la brigade.

L'influence de la Révolution culturelle a rayonné sur tous les plans. La station médicale, établie par la brigade sur la base du système de cotisations, fonctionne de mieux, mettant un terme à l'insuffisance de médecins et de médicaments existant auparavant. Les médecins aux pieds nus et les infirmiers cultivent la terre avec les paysans et mettent le pouvoir médical et sanitaire à leur service.

Les paysans dirigent les écoles, forment avec les ouvriers de la brigade, des équipes de propagande de la pensée du président Mao qui participent au programme d'enseignement, mettant fin à la domination de la ligne révisionniste en matière d'enseignement.

Les jeunes instruits, issus des soldats, ouvriers et paysans, demandent tous à revenir au travail agricole et à continuer à faire la révolution à la campagne. Récemment, aguerris dans la lutte, 11 jeunes ont déjà adhéré au Parti communiste, 40

simple brigade de production, dans une commune populaire ? La brigade de Chaochan, dans la province du Hounan, région natale du président Mao Tsé-toung, en est un exemple.

Sur les murs des maisons, les journaux muraux publient régulièrement les articles des travailleurs critiquant le révisionnisme, le capitalisme et toutes les manifestations idéologiques des classes exploiteuses.

Toutes ces nouvelles orientations, à Chaochan comme dans toute la Chine, jouent un rôle croissant dans la consolidation de la dictature du prolétariat, dans la limitation du droit bourgeois et dans le changement d'esprit des hommes.

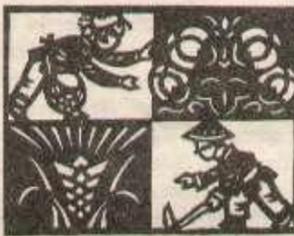
Contrairement aux calomnies complaisamment répandues par les ennemis du peuple et de la Révolution chinoise, la production, loin de s'en trouver ralentie ou appauvrie, connaît un nouvel essor.

L'an passé, après avoir triomphé de la bruine, des basses températures, des maladies des plantes, des insectes et d'autres calamités naturelles, la production totale des céréales de cette brigade a augmenté de plus de 5 tonnes par rapport à 1974.

Le rendement par ha a atteint le record de 9 tonnes en moyenne. Cette année le blé et les autres cultures printanières poussent à merveille et une nouvelle bonne récolte est en vue.

C'est toutes ces réalisations dont ils sont les artisans, les témoins et les bénéficiaires qui confortent les ouvriers et paysans de la brigade de Chaochan dans la grande lutte engagée contre

le courant qui voudrait faire marcher l'histoire à rebours et qu'incarrait Teng Siao-ping. A Chaochan comme dans toute la Chine, les ouvriers, paysans, soldats, cadres révolutionnaires tiennent fermement en main l'orientation de la révolution. Nul ne pourra la leur arracher.



USA

Encore des attaques fascistes contre des progressistes américains

Le journal «The Call» du 17 mai dernier indique que Russel Means, cofondateur du Mouvement des Indiens américains (AIM) a été abattu à coup de revolver, le 6 mai, sur une réserve indienne du Dakota du Sud.

Egalement blessé dans l'attentat, John Thomas du AIM et son camarade Means sont tous deux dans des états très sérieux.



Russel Means, au cours d'une manifestation.

C'est la seconde fois que Means est blessé cette année. Rappelons que le AIM est une organisation progressiste de masse des Indiens américains, extrêmement populaire parmi les différentes tribus indiennes, et qui s'est trouvée à la tête de l'occupation militante de la ville de «Wounded Knee» en 1973.

A cette époque, plusieurs centaines d'Indiens de la réserve Pine Ridge s'étaient lancés dans l'occupation de cette petite

ville pour attirer l'attention du monde sur leur sort et exiger de la part du gouvernement fédéral le respect de nombreux traités violés.

Le FBI et l'armée avaient assiégé la ville durant de longues semaines, refusant toutes négociations et tentant d'affamer les occupants. Et c'est dans un bain de sang que cette occupation se termi-

na, le FBI n'hésitant pas à tuer ou blesser plusieurs personnes assiégées.

Parallèlement à cela, une dépêche de l'AFP du 19 mai annonce que le président du AIM pour la province de l'Alberta (Canada), Nelson «Small Legs» se serait donné la mort pour protester contre le projet de construction d'un oléoduc dans la vallée du Mackenzie, projet qui entraînerait la destruction de la plupart des ressources naturelles de la région,

assassinés. A Téhéran, lors de 3 opérations dans divers quartiers, la police a cerné la retraite des révolutionnaires et au cours de l'affrontement qui a eu lieu avec la police, 11 révolutionnaires ont été abattus.

Il y a trois jours un autre révolutionnaire a été assassiné à Meched.

Encore une fois l'opinion publique est témoin de la répression en Iran...

... D'après les sources officielles du régime, depuis janvier 1976, 61 patriotes iraniens ont été assassinés (les assassinats sous la torture et les disparitions qui n'ont pas été révélées sont exclus).

L'Union des étudiants iraniens en France (UEIF) proteste vivement contre ces assassinats et souhaite avoir l'appui de l'opinion publique française.

Des organisations palestiniennes condamnent l'occupation sioniste

Selon le journal syrien «Tichrin» (Octobre), des organisations de masse et de commandos palestiniennes ont tenu divers rassemblements le 15 mai pour condamner l'occupation de la Palestine par les sionistes israéliens.

Au cours d'un rassemblement organisé à Derra par l'Union de la jeunesse révolutionnaire palestinienne, les orateurs ont fait l'éloge de l'insurrection des masses palestiniennes en territoire arabe occupé contre les invasions sionistes et ont salué la mémoire des martyrs tombés dans la lutte contre l'occupation israélienne. Ils ont exprimé leur soutien à l'objectif de libération et à la restauration des droits nationaux du peu-

ple arabe palestinien et ont réaffirmé leur engagement à poursuivre la lutte armée jusqu'à la victoire du peuple arabe palestinien et de la nation arabe.

«Al Saka» a organisé à Raqqa un rassemblement, au cours duquel des orateurs ont condamné les occupants sionistes israéliens et ont exprimé leur solidarité avec la lutte du peuple arabe en Palestine occupée. Ils ont en outre dénoncé les récentes mesures de répression prises par les autorités israéliennes contre les masses palestiniennes.

«Al Saka» a également publié le 15 mai à Damas une déclaration soutenant l'héroïque lutte du peuple palestinien sur les territoires occupés.

et de ce fait, la ruine des populations autochtones.

Les Indiens nord-américains représentent une minorité nationale parmi les plus exploitées, aussi bien aux USA qu'au Canada : chômage (50 % de la population active dans certaines réserves), extrême pauvreté, sous-équipement des réserves, où souvent ni eau ni électricité ne sont présentes, absence de routes, d'hôpitaux, de soins médicaux les plus élémentaires, écoles de mauvaise qualité où le racisme et le dénigrement de la culture indienne règnent en maîtres, enfin durée de vie bien inférieure au reste de la population, alcoolisme, drogue et tuberculose sont les fléaux quotidiens de ces quelque 6 ou 700 000 rescapés des massacres de la «ruée vers l'Ouest».

Mais depuis «Wounded Knee», le réveil et la prise de conscience de cette population font d'énormes progrès, et la sauvage répression qui les accompagne (240 morts, tués par balles à la seule réserve de Pine Ridge depuis 1973) ne fera que renforcer la détermination militante de cette population.

Le combat de nos frères fait partie intégrante du combat des peuples du tiers monde contre les 2 superpuissances, et il est de notre devoir internationaliste de le populariser dans notre pays.

Michel Bataille.

nouvelles intérieures

COORDINATION DES LUTTES ET PERSPECTIVES POLITIQUES

(Suite de la p. 1)

Les luttes ouvrières, paysannes et populaires, pour déboucher, doivent avoir une orientation politique claire, allant dans le sens de la révolution prolétarienne, pour qu'elles ne soient pas récupérées par le système et ses défenseurs plus ou moins camouflés. C'est pourquoi la coordination des luttes, si elle est une excellente chose que nous devons impulser, elle n'est pas un but en soi, mais un moyen pouvant contribuer activement au développement du mouvement de masse. Mouvement de masse que les faux communistes dirigeant le PCF et la CGT redoutent par-dessus tout, eux qui ne jurent que par les saintes urnes.

Ces ennemis tolèrent d'autant moins un mouvement de masse lorsqu'il se place sur des bases anticapitalistes et antirévissionnistes.

En système capitaliste, la perspective fondamentale

de la lutte de classe ne peut pas être un aménagement du système capitaliste (le «Programme commun»), mais la seule possible est celle qui permettra de détruire les causes profondes du chômage, de la misère... de la répression, c'est-à-dire la seule qui permettra à la classe ouvrière de s'émanciper : la révolution prolétarienne. Car comme le disait Marx : «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». Un édifice pourri ne se replâtre pas, il se détruit. De même pour construire un nouveau monde basé sur la dictature du prolétariat, il faut détruire l'ancien basé sur la dictature de la bourgeoisie.

Ce qui prime
c'est l'unité
de la classe ouvrière

C'est cette prise de conscience qui permettra de

faire les pas décisifs, qui transformera et décuplera les forces du prolétariat.

La coordination des luttes, c'est aussi marcher dans le sens de l'unité de la classe ouvrière sur des bases anticapitalistes et antirévissionnistes. Mais quelle unité peut-il y avoir si l'on «oublie» une partie de la classe, c'est-à-dire nos frères immigrés ?

A ce sujet, la lutte exemplaire que mènent les travailleurs immigrés de la Sonacotra est d'une très haute portée politique. C'est la plus importante grève de travailleurs immigrés que l'on ait jamais vue en France. 20 000 travailleurs de plus de 50 foyers ont osé s'élever contre leurs conditions de parias, et ils ne se sont pas arrêtés là. C'est dans leur lutte contre les négriers de la Sonacotra qu'ils ont mis en place leur propre comité de coordination. Et ce n'est pas une simple formalité mais un état-major de combat. Ils ont rapidement vu qu'ils n'avaient pas qu'un seul ennemi, et que celui qui se cachait derrière le masque d'«ami» est un escroc de grande envergure qu'il faut démasquer, combattre puis abattre. Et non concilier avec eux par opportunisme.

Il faut exclure
les ennemis

Et ils ont osé le faire, quelles que soient les difficultés, car il en va de l'avenir de leur mouvement. Les dirigeants du PCF et leurs acolytes s'acharnent à détruire le comité de coordination. Ce dernier a osé dire

publiquement : les dirigeants du PCF sont des ennemis de la classe ouvrière, et chaque jour ils sont à combattre comme tels.

Nos frères immigrés de la Sonacotra apportent encore une éminente contribution en se battant pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, et notamment des droits politiques. Ils travaillent ainsi activement à reconstruire l'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE que les révisionnistes avaient réussi à détruire en appelant la classe ouvrière à adopter le point de vue de la bourgeoisie dans tous les domaines, entre autres en développant le racisme.

Le mouvement étudiant a lui aussi, dans une moindre mesure, pris position et dénoncé ses ennemis. Le mot d'ordre «Non à l'école capitaliste» en témoigne, comme en témoigne sa volonté d'exclure du mouvement les révisionnistes du PCF et de l'UNEF. Mais pour l'instant, les roquets trotskystes (qui travaillent objectivement pour les révisionnistes, malgré un verbiage «révolutionnaire») ont réussi par la magouille à empêcher que la coordination soit un outil efficace aux mains des étudiants. Ce qui montre bien que pour qu'une coordination serve la lutte de masse, il faut en exclure les ennemis et lui donner une perspective politique juste.

Pour la coordination des
entreprises écrire à :
GRIFFET
284, bd Gay-Lussac
13014 Marseille
Tél. 16/91 98-90-60

«Ce procès, c'est celui des Corses»

(Suite de la p. 1)

Pour tant, à l'heure actuelle, 400 agriculteurs pieds-noirs disposent de 90 % des récoltes viticoles alors que 4 000 Corses se partagent les 10 % restants.

«Nos jeunes n'ont pas un hectare et M. Depeille, l'escroc que nous avons dénoncé à Aléria, a obtenu 800 millions anciens de prêt avec moratoire. On commence à peine à récolter les fruits amers de cette politique.

«Sur le plan touristique, la Corse est mise à l'encan. Promoteurs et spéculateurs se sont rués sur ses terrains en friche et là aussi les jeunes Corses sont écartés de la manne.

«En 1973, nous avons dû nous battre très violemment contre la société Montedison et les boues rouges et nous n'avons toujours obtenu aucun résultat.

«En matière de santé, la Corse détient le record de mortalité infantile. Quant à l'université de Corse, elle n'ouvrira ses portes qu'en 1979.»

Pour conclure E. Siméoni a expliqué les conditions politiques dans lesquelles s'est déroulé le congrès de Corte.

«Au congrès de Corte, nous avons pris acte d'un mauvais climat que nous n'avions pas créé, a-t-il dit. Nous n'avons pas cherché la politique du pire. Cependant, comme plus

tard nous n'obtenions pas satisfaction à nos revendications, j'ai pris, seul, la décision d'occuper la cave de M. Depeille. Les témoignages vous prouveront la somme absolument incroyable de démarches qui ont été faites les 21 et 22 août à Aléria pour éviter l'affrontement.»

Le docteur Siméoni termina par ces mots :

«Il serait absolument anormal que ceux qui doivent assurer leur part de responsabilité se dérobent. Nous, nous assumons la nôtre.»

Comme l'indique cette déclaration, ce procès ne jugera pas seulement une bataille rangée pour savoir qui a tiré sur qui et quand ; ce procès sera au fond celui de l'exploitation de la population corse — notamment paysanne — par les monopoles capitalistes, celui de leurs fraudeurs et de leurs protecteurs, celui de la répression politique du pouvoir contre les voix de ceux qui se sont levés en masse et ont osé lutter les armes à la main.

La propagande du pouvoir a voulu faire passer Siméoni pour un vulgaire bandit ; sa déclaration aura montré un aspect de qui sont les véritables bandits. Les prochaines séances du procès nous amèneront sans aucun doute de nouvelles révélations.

Nantes

Protestation d'une section syndicale contre la répression

Parmi les motions qui continuent à nous parvenir exigeant la libération de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques, nous avons reçu celle-ci, adoptée par la section syndicale CFDT de l'École nationale de perfectionnement de Nantes réunie le 13 mai :

«La répression s'abat chaque jour davantage sur la classe ouvrière qui lutte fermement pour son droit légitime, à vivre mieux, pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail. Des petits paysans aux étudiants, des soldats aux ouvriers syndicalistes en passant par les Corses, Basques ou Bretons, tous, nous nous battons contre un système économique et social pourri : le régime capitaliste.

Aujourd'hui, après les violentes attaques contre la CFDT, l'arrestation et l'inculpation de Siméoni, le Corse, des soldats du contingent, du petit viticulteur Teisseyre, de l'agriculteur Villiers, du Breton Loquet, d'un lycéen, d'un éducateur et d'un moniteur de centre de vacances à Nantes, c'est un autre militant de la CFDT qui est arrêté, inculpé et incarcéré.

Celui-ci, Romain Le Gal, employé à la mairie de Lorient, est un militant syndicaliste actif ; il est l'un des responsables de la section «communales» de Lorient

et membre du bureau départemental des «communales» CFDT. Il se bat pour la défense des droits de la classe ouvrière.

Romain est aussi militant d'une organisation politique qui lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. Il est militant communiste marxiste-léniniste de L'Humanité-Rouge.

C'est pour avoir si bien défendu sa classe, la classe ouvrière qu'on est venu chez lui perquisitionner illégalement et qu'il est aujourd'hui incarcéré à Fresnes, inculpé sans aucune preuve de «démoralisation de l'armée» et de «reconstitution de ligue dissoute», c'est-à-dire du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Cette nouvelle arrestation est intolérable ; c'est pourquoi nous exigeons aujourd'hui avec force, nous, militants syndicaux CFDT que soit mis fin à cette répression qui s'abat sur la classe ouvrière.

En ce sens nous exigeons :
— la libération immédiate de Romain Le Gal
— la libération immédiate de Siméoni, Teisseyre, Villiers, Loquet et de tous les prisonniers politiques
— la levée de toutes les inculpations contre des ouvriers, des paysans, des soldats, des immigrés, des travailleurs sociaux, des étudiants et lycéens
— la dissolution de la cour de sûreté de l'État.

Il y a un an décedait Gilbert Mury

Gilbert Mury décedait il y a maintenant un an.

Entre l'époque de sa disparition et aujourd'hui, les contradictions nous opposant au Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) dont il s'était rapproché, ont cessé de se manifester sous des formes quasi antagoniques et excessives. Nous avons substitué la discussion à la polémique et aux affrontements.

Connaissant bien Gilbert Mury, qui avait mené la lutte contre le révisionnisme moderne du Parti communiste français dans des conditions difficiles, à un moment où se multipliaient contre lui les menaces de mort par téléphone, nous ne doutons pas aujourd'hui qu'il aurait apprécié comme nous le changement de style intervenu dans les relations entre partis et formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïstetoung.

Gilbert Mury avait apporté une contribution des plus importantes à la lutte idéologique engagée par le Mouve-

ment communiste français (marxiste-léniniste) pour réfuter les analyses et idées erronées de l'Union des jeunes communistes (marxistes-léninistes).

Un courant gauchiste l'avait attaqué très durement à l'intérieur même des rangs de cette organisation au sujet de certaines de ses positions concernant l'alliance des chrétiens et des communistes dans la lutte de classe contre le capitalisme. Il en avait ressenti une amertume certaine, dans la mesure où cette question particulière avait retenu l'essentiel de sa réflexion et de ses efforts pendant de nombreuses années, alors qu'il militait encore dans le Parti communiste français et exerçait les fonctions de secrétaire général du CERM (Centre d'études et de recherches marxistes).

Nous regrettons aujourd'hui sa disparition prématurée qui empêche que nous tentions de solutionner nos contradictions par une discussion «au sein du peuple», c'est-à-dire en partant de cette assurance que nous n'étions nul-

lement des ennemis, mais au contraire des «amis» au sens où l'entend Mao Tsé-toung.

Gilbert Mury était resté attaché au marxisme-léninisme et jusqu'à sa mort il entendit le défendre en s'appliquant tout particulièrement à réfuter les campagnes anticommunistes déchaînées par certains sous le signe de l'antistalinisme.

Quelles que soient nos divergences sur certains points avec lui, nous pensons que le souvenir de Gilbert Mury reste et restera attaché aux premières grandes luttes engagées contre le révisionnisme moderne des faux partis communistes français et soviétique. Ne serait-ce qu'à ce titre, nous nous devons aujourd'hui d'écrire ces quelques lignes rendant hommage à sa mémoire de militant convaincu et infatigable jusqu'à son dernier souffle.

Jacques Jurquet
(avec l'accord unanime de
tous les dirigeants de
L'HR qui ont connu
Gilbert Mury)



Grève à l'hôpital de Saint-Brieuc

Les mercredi et jeudi 12 et 13 mai, les travailleurs hospitaliers de St-Brieuc ont fait grève pour les revendications locales suivantes dont les plus importantes sont :

- les congés annuels décomptés sur 5 jours au lieu de 6
- le temps de repas pris sur le temps de travail
- les 35 heures pour les vieillards
- prime de contagion et de chaussures dans l'intégralité pour tous
- la prime de fin d'année aux auxiliaires
- AUGMENTATION DES EFFECTIFS
- une heure d'information syndicale par mois
- le treizième mois.

Au cours de ces 2 jours, les examens pratiqués en hospitalisation et les consultations externes ont été gratuites, seuls les soins d'urgence ont été donnés. Le jeudi 13, les travailleurs ont organisé un piquet de grève puis une manifestation à travers la ville où ont été lancés des mots d'ordre de lutte.

Vu le refus de la DDAS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) la grève a été reconduite pour les mardi et mercredi 18 et 19 mai. Les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital participent activement à la grève et appellent à l'unité, à la base et dans l'action, syndiqués comme non syndiqués.

Les communistes marxistes-léninistes de l'hôpital de St-Brieuc. Dernière minute : tous les hôpitaux du département descendent soutenir la grève des hospitaliers de St-Brieuc.

PARIS : VICTOIRE DES EMPLOYÉES D'«INFORGEST»

La semaine dernière les mécanographes de l'entreprise «Inforgest» qui emploie une trentaine d'employées déclenchaient une grève pour une augmentation uniforme des salaires et l'obtention du 13e mois. Dans cette entreprise qui fait de la sous-traitance pour les banques, en répertoriant une moyenne de 150 000 chèques par nuit (8 000 par employée), les salaires avant la grève allaient de 1 500 à 2 000 F. Après trois jours de grève, la direction et les banques utilisatrices affolées par l'entassement rapide des chèques cédaient aux revendications : en gros 650 F d'augmentation pour tous ont été obtenus ainsi que le paiement du 13e mois.

CHATEAU-DU-LOIR (SARTHE) : AUDAX EN GREVE

Depuis le 21 avril, ça chauffe chez Audax à Chateau-du-Loir. Cette entreprise sarthoise emploie 320 ouvrières dans la fabrication de haut-parleurs. C'est une des boîtes qui paient le moins dans la région : salaires autour de 1 300 F par mois. Déjà des luttes dures se sont déroulées comme en mai 1973 où le 13e mois avait été arraché.

Une plate-forme de revendications a été mise en place : augmentation de 0,50 F de l'heure pour tous ; prime de vacances de 300 F ; primes de transport. La lutte débute par des arrêts de travail d'une heure par jour sur les chaînes. Ensuite les débrayages sont plus courts mais plus fréquents. Devant l'attitude inébranlable du patron et ses propositions cyniques (0,14 F de l'heure), les grévistes ont décidé de poursuivre leur mouvement.

On compte actuellement 65 % de grévistes, jeunes pour la plupart. La solidarité s'organise dans les autres boîtes de Chateau-du-Loir (7 000 habitants) : Prometam, Aro.

Société métallurgique de Gerzat

Le patron expulse les grévistes avec un chien policier

Echec à l'intimidation

Jeudi 29 avril :
Après les sanctions de la veille, le mécontentement grandit chez les grévistes. Les ouvriers des ateliers en grève durcissent leur mouvement, ils bloquent les portes des ateliers et font 8 heures de grève sur le tas. De plus ils forment une équipe de nuit pour occuper un des ateliers et bloquer toute sortie de matériel.

La section CGT refuse de participer aux collectes de soutien, dans l'usine.

Vendredi 30 avril :
Depuis des années, les veilles de fête la direction fait faire 7 heures (payées 8). Et là sous prétexte de baisse d'horaire, le patron nous a enlevé cet acquis (avec la bénédiction du CE qui est entièrement CGT).

Au casse-croûte, les travailleurs discutent ferme et à l'unanimité ils veulent cette heure et décident de la prendre.

Aussitôt la CGT sort de son trou et fait passer le mot d'ordre de ne pas partir, que cette heure ne sera pas payée, etc. Mais tous les ouvriers s'en vont laissant seuls les bonzes locaux du PCF.

Samedi 1er Mai :
Vendredi les travailleurs en grève décident d'occuper l'atelier du contrôle pendant le week-end. La nuit de vendredi à samedi tout se passe bien, mais l'équipe de relève commence dès 7 heures à avoir des problèmes. A cette

heure-là le chien-chien de la direction — le concierge — vient couper la lumière et le chauffage. Mais les ouvriers rallument. Une heure plus tard le même sbire coupe la centrale électrique après avoir menacé nos camarades.

A 9 heures, le directeur arrive, parle au concierge et se rend au contrôle. Là commence une série de faits qui montre bien la haine de classe qu'il a contre les ouvriers. D'abord le traditionnel «Ce que vous faites est illégal». En matière de légalité les patrons ont toujours

le bon morceau. Puis devenant méchant il détache le chien de garde de l'usine et dit : «La porte est fermée, le chien est libre, débrouillez-vous pour sortir tant pis si le chien vous mord».

Lundi 3 mai :
Les grévistes sont revenus en force dans la nuit de dimanche à lundi et réoccupent leur atelier. Le patron bouge beaucoup, promet beaucoup mais ne cède rien de concret.

La CGT absente totalement dans l'organisation de la lutte, monte chez le patron

négocier dans le dos des travailleurs. En revenant, un délégué vient dire aux travailleurs en grève que : «La CGT ne s'occupe que de ses syndiqués et qu'il vaudrait mieux reprendre le travail».

Il est obligé de finir avant d'être écharpé par les ouvriers.

La section CFDT organise le soutien dans les autres ateliers, pendant qu'un délégué CGT insulte les grévistes.

Mais ces traîtres n'empêcheront pas la lutte de continuer à SMG.

Correspondant HR.

PROGRAMME COMMUN = PROGRAMME BOURGEOIS

Le quotidien révisionniste local «la Marseillaise» du 13 mai 76 vient de publier un article de «soutien» aux travailleurs en grève d'une petite entreprise locale (AIM : Auxiliaire industrielle méridionale).

Le PCF commence par se lamenter que la direction est opposée au Programme commun : «... Cette direction farouchement opposée au Programme commun des partis de gauche qui,

selon elle, serait néfaste aux travailleurs...»

Depuis quand a-t-on vu un parti qui se prétend communiste mendier l'approbation des bourgeois ?

Mais la suite de l'article est encore plus clair : «En dénaturant et calomniant le Programme commun et le 22e Congrès du PCF, la direction se trompe d'adversaire. L'adversaire c'est le pouvoir giscardien et la politique du grand capital

qui se désintéresse des entreprises du type AIM. Alors qu'avec le Programme commun, les PME seront englobées dans les grandes options qui sont prévues».

Ainsi le PCF reconnaît ouvertement que les patrons des PME ne sont pas ses adversaires !

Quelle éclatante illustration du juste mot d'ordre Programme commun égale programme bourgeois !

Correspondant HR.

Orléans

A MALICHAUD NOUS VAINCRONS !

Le 19 mai, devant l'obstination de la direction, les ouvriers ont manifesté dans l'usine. Au cours du défilé dans l'atelier, le patron ainsi que des cadres qui passent leur temps à brimer les ouvriers se sont faits coincer et les ouvriers n'ont pas hésité à leur faire part de leur haine de classe. Au cours de l'AG, les ouvriers ont reconduit la grève et ont fait appel à la solidarité financière.

Les travailleurs ont pu voir une nouvelle fois ce qu'est la logique du capitalisme : un de nos camarades est décédé mardi des suites d'un coma d'environ 7 mois. Ce coma était consécutif à une mauvaise anesthésie lors d'une intervention chirurgicale. Ce camarade avait été licencié au bout de 6 mois de maladie ! Les ouvriers de Malichaud ne se battent pas dans l'isolement. Nous appelons toutes les sections syndicales à répondre à la solidarité financière. A Malichaud, nous vaincrons !

Correspondant HR.

Transports Danzas (Paris 12e)

GREVE AVEC OCCUPATION

Le 17 mai, les 300 ouvriers, presque tous immigrés se sont mis en grève à 95 %, contremaitres compris. Le caractère très massif de cette grève n'empêche pourtant pas la direction de pleurer qu'«une minorité décide de faire la grève...» !

Les travailleurs occupent l'entreprise jour et nuit pour

Unies sur de justes positions de lutte classe contre classe, les sections CGT et CFDT déclaraient le 10 mai : «Les travailleurs de Danzas savent bien que dans le passé c'était en luttant qu'ils obtenaient quelque chose. Et pour ce qui concerne nos revendications actuelles, il ne peut y avoir d'autre solution

Ces mêmes cadres sont par contre aux petits soins des quelques non-grévistes : à la sortie du travail, ils les accompagnent jusqu'à leurs voitures de peur qu'ils discutent avec le piquet de grève. Pour un peu, ils viendraient les border dans leurs lits !

La direction et ses nervis sont prêts à tout pour briser



(Photo correspondant HR)

exiger notamment : 200 F pour tous, et le déblocage des coefficients — certains ouvriers sont en effet au même coefficient depuis des années.

C'est un échec pour la direction qui menait depuis quelques années une politique de collaboration de classe, et distribuait jour et nuit des poignées de main à tout le monde.

que la LUTTE».

Depuis le début de la grève, le directeur essaie d'intimider les travailleurs en se promenant partout, suivi d'un huissier à qui il fait noter le nom de tous ceux qu'il rencontre !

Les cadres musclés de l'entreprise multiplient les provocations pour déclencher des bagarres et justifier une intervention des flics.

la grève, et les menaces d'un coup de force des flics se précisent. Raison de plus pour populariser cette lutte.

Apportez votre soutien et allez voir les travailleurs de Danzas, 20 bd Poniatowski, métro Porte de Charanton.

Correspondant HR avec l'approbation de grévistes et notamment de délégués CGT et CFDT.

La Rochelle

Les métallos reconduisent massivement la grève

Mardi matin, les ouvriers des différentes usines métallurgiques en grève à La Rochelle, tenaient un meeting. Meeting d'importance puisqu'il s'agissait de faire le point sur la situation et décider de la continuation ou non de la grève. Il y avait 3 possibilités de vote : 1/ pour continuer la grève illimitée telle qu'elle se déroule actuellement. 2/ reprendre le travail... en continuant l'action à l'intérieur (formule chère aux révisionnistes pour briser une grève). 3/ contre la grève. La grève illimitée a été votée à l'écrasante majorité : 1 558 voix, (soit 70,5 %) contre 438 (19,8 %) à la 2e formule et 211 à la 3e. A plusieurs reprises a été lancé «Ce n'est qu'un début continuons le combat».

Les patrons des différentes boîtes envoient des lettres personnelles les appelant à la réembauche, ceux de la CIT l'appuient de menaces. Mercredi l'intersyndicale Alstom CFDT-CGT se rendait à la direction de l'Alstom à Paris (avenue Kléber).

Ce que les travailleurs ont décidé c'est d'accentuer la popularisation, le contact avec d'autres boîtes en lutte.



la France des luttes

LA C.I.I. EN GREVE

Notre correspondante locale a rencontré le service de presse intersyndical de la CII, qui nous a transmis le communiqué suivant, faisant l'historique de la lutte.



Rassemblement du personnel en grève de la CII à l'intérieur des locaux (photo correspondant HR).

LE POINT DE DEPART

Le 13 avril se déroulait à Louveciennes une réunion du CCE au cours de laquelle la direction voulait obtenir l'avis des représentants du personnel sur le traité d'apport, alors que

celui-ci ne comportait pas une seule ligne sur les problèmes concernant le personnel. Celui-ci, venu soutenir massivement ses élus, contraignait alors la direction à accepter le principe d'une négociation sur les problèmes d'emploi, de mutation et de maintien des avantages acquis et d'amélioration des conditions de vie.

Dès la première réunion la partie patronale (C Honeywell Bull, Thomson, CGE, direction générale CII) tentait d'imposer un calendrier trainant en longueur, une discussion sectorielle (CHB, 3 ou 4 branches pour CII-B) ; et se déclarait dans l'impossibilité de donner des garanties sur l'emploi. Parallèlement, des mutations importantes étaient déjà annoncées : magasins de pièces détachées transférés de Vélizy à Bobigny.

Les mouvements de personnel faisaient alors tache d'huile.

LE FILM DES EVENEMENTS

Jeudi 6 mai : à Vélizy, après une AG, 300 inspecteurs de maintenance en grève, le magasin des pièces détachées est fermé.

Vendredi 7 mai : Vélizy défile en voiture dans la zone industrielle, Louveciennes décide la grève pour lundi après une AG groupant 350 personnes ; Les Clayes décident une grève avec occupation pour le lundi.

Lundi 10 mai : à Vélizy la maintenance est en grève quasi totale. Plusieurs ordinateurs tombent en panne faute d'entretien. A Louveciennes, 450 personnes se mettent en grève. Aux Clayes, l'occupation de l'usine est complète.

Mardi 11 mai : 2e séance de discussion syndicats/patronat. Manifestation intersyndicale, intercentre, de 2 000 personnes pour appuyer les élus. La maintenance est toujours en grève ainsi que de nombreux

ateliers de fabrication. Manifestation de 400 voitures dans Versailles.

Mercredi 12 mai : situation inchangée à Vélizy, aux Clayes. Plusieurs agences de province sont touchées par la grève. A Louveciennes 650 personnes votent à bulletin secret pour la poursuite de l'action. Une forte majorité adopte la grève reconductible de 24 en 24 heures.

Jeudi 13 mai : Vélizy (maintenance) toujours en grève totale. A Louveciennes, plus de 800 personnes occupent le centre (standard, centre de calcul) et participent activement à diverses activités manuelles. De nombreux centres CHB de maintenance se mettent en grève. De très nombreuses machines sont arrêtées (plus de 100) dont les machines du ministère de l'Intérieur, Défense, Affaires sociales, préfectures de Créteil, Metz (cartes grises), plusieurs trésoreries générales, le CENA (plans de vols) d'Orly, Bordeaux ; base aérienne de Chateaudun, etc.

Jeudi 13 mai : à Louveciennes la direction fait faire un constat d'huissier d'occupation du standard - évacuation - et le fait occuper par du personnel intérimaire à 100 p. 100.

La grève est reconduite pour le lendemain.

Vendredi 14 mai : manifestation intercentre à Paris. 2 000 personnes ont défilé place des Invalides, les ministères, bd Raspail, la Concorde où ils ont été arrêtés par une charge de police.

Lundi 17 mai : la grève est reconduite dans tous les centres (y compris Toulouse). CHB a voté une grève de la maintenance pour le mardi. Réoccupation du standard par le personnel.

Mardi 18 mai : les départements après-vente de Bull sont en grève à 100 p. 100. Vélizy occupé depuis le 17 mai jour et nuit. A Louveciennes, la grève est reconduite pour le 19 (à l'appel de la CFDT et de la CGC). Il est décidé à l'AG d'aller occuper le centre de calcul de Rocquencourt.

Grève aux Chantiers de Normandie

Les Chantiers de Normandie, entreprise de construction et de réparation navale de Seine-Maritime, sont répartis en 3 chantiers : celui de Rouen, 850 personnes, du Havre, 300, et de Dieppe, 120. Ils font partie du groupe Dubigeon-Normandie (de Nantes).

Depuis le début avril, les travailleurs des 3 chantiers ont engagé la lutte pour la satisfaction de leurs revendications : augmentations uniformes de 200 F, pas de salaire inférieur à 2 000 F, retour aux 40 heures...

Devant le refus de la direction, les travailleurs de Rouen ont bloqué un bateau en cours de lancement, fait des défilés dans les ateliers et les bureaux, accompagné les délégués aux réunions de « négociations » avec la direction, bloqué à plusieurs reprises les portes de l'entreprise le matin. La direction face à la mobilisation des travailleurs convoque le CE pour l'informer des mesures de chômage technique qu'elle compte prendre. Avant même cette réunion, les travailleurs - avec l'Intersyndicale CFDT-CGT - ont décidé en AG aux chantiers de Rouen d'occuper l'entreprise depuis mercredi à 15 heures. Les travailleurs du Havre occupent une cale de réparation depuis 15 jours, et ceux de Dieppe leur chantier depuis mercredi matin, empêchant les bateaux de partir. Mardi matin au Havre, une manifestation de 2 000 travailleurs de la métallurgie est venue soutenir la lutte des Chantiers de Normandie.

Correspondant HR.

Etudiants

Aiguïsement de la lutte entre deux lignes dans le mouvement à Nanterre

L'ENJEU : LES EXAMENS

Le déroulement de la grève à la faculté des Lettres de Nanterre illustre bien la lutte intense entre deux orientations dans le mouvement étudiant. La période des examens, ainsi que nous avons eu l'occasion de le signaler, a été l'occasion d'un nouveau développement du mouvement étudiant. Nombre d'étudiants qui ne fréquentaient plus les établissements d'enseignement sont revenus pour participer aux assemblées générales qui débattent de la question des examens. L'alternative est simple : ou bien les étudiants poursuivent la lutte contre la réforme du 2e cycle et boycottent les examens qui constituent le principal souci du gouvernement ou bien ils cessent la grève pour passer les examens sous une forme ou sous une autre. Sur cette question trois positions sont apparues :

- les antigrevistes déclarés et l'UNEF contrôlée par le PCF sont pour le passage pur et simple des examens (voir fac-similé)
- les trotskystes de la Ligue de Krivine sont pour le passage collectif des examens ; en réalité là où les étudiants sont tombés dans ce piège le résultat a été le triomphe de la « démerde » individuelle
- les inorganisés combattifs et les marxistes-léninistes

combattent pour le boycott pur et simple.

A Nanterre de plus en plus d'étudiants comprennent désormais qu'il n'y a en réalité que deux orientations. Au cours d'une assemblée générale, tenue le mercredi 12 mai au soir, les étudiants votaient contre le passage des examens. Remettant en cause cette assemblée générale l'UNEF et la Ligue de Krivine réclamaient une nouvelle assemblée générale pour le vendredi. Un millier d'étudiants participent à cette réunion : la motion UNEF recueillit 53 voix, la motion de la Ligue reçut 361 voix (parmi lesquelles celles des membres de l'UNEF et

d'antigrevistes) et la motion grève des examens eut 361 voix. Ce vote représentait une défaite des trotskystes de la Ligue qui jusque là trompaient beaucoup d'étudiants. D'ailleurs ils ne s'y trompèrent pas et furent sortirent de la salle en assimilant tous les grévistes à ce qu'ils appellent les « maoïstes » et en lançant « Libérez les trotskystes chinois ! » et d'autres absurdités du genre « Mao, Staline, Pinochet ! ». Seul résultat de leurs attaques : beaucoup d'étudiants estiment qu'être pour la lutte c'est être « maoïste » tandis que dans les rangs de la Ligue les désertions s'annoncent.

U.N.E.F. - NANTERRE U.N.E.F. - NANTERRE U.N.E.F. - NANTERRE

14 mai 1976

LA CONTINUITE DE LA LUTTE SUR TOUTS LES FRONTS PASSE PAR LE BOYCOTT DES EXAMENS.

NON à la grève des examens qui raviverait :

- à l'aggravation de la situation sociale, étant au premier lieu les fils des travailleurs,
- à appliquer la réforme nous-mêmes,
- à viduer les sacs et instaurer des sacs concurrentiels,
- à faire de Nanterre, en particulier, une faculté publique, face à une grève générale de l'Université moins que jamais efficace, et à la reprise des cours de nombreuses universités.

OUI au passage des examens !

De même que la revendication prioritaire des ouvriers grévistes est de se faire voter les journées de grève, de même nous revendiquons la validation de notre année universitaire.

- Faire échouer l'opération « 1976 », c'est refuser de faire cadeau de notre année universitaire au gouvernement.

L'UNEF appelle les étudiants à revenir en masse sur le campus : « Arrêtez toute activité sociale démocratiquement, etc. par fax, U.N.E.F. par U.N.E.F. du passage des examens et refusez toutes manœuvres de certains groupes.

Les assemblées générales doivent être évitées d'une façon démocratique, avec pouvoir de décision. Le sabotage des examens du U.N.E.F. décidé par quelques individus irresponsables est inadmissible !

- Les étudiants n'ont pas été servis en AG, ni la veille s'ils n'avaient pas été encouragés pour la passage des examens.

en bref

GREVE GENERALE DANS LES CENTRES FPA

Cette année, dans les centres de formation professionnelle accélérée (FPA), des revendications ont été élaborées, des luttes positives ont été menées. Les stagiaires ont réuni le 24 avril dernier, une coordination nationale qui a permis l'élaboration d'une plate-forme commune de revendications et l'organisation d'une journée de grève générale des centres FPA le 20 mai. Cette journée devait être l'occasion d'un premier rassemblement des forces de 35 centres pour une action commune.

Les stagiaires du centre de Meaux devaient se rendre à Montreuil (93) pour manifester avec huit autres centres parmi lesquels ceux de Medon, Caen, Beauvais, Paris, Saint-Omer. Refusant de faire les frais de la crise capitaliste, les stagiaires qui disent « Non au chômage ! » et qui luttent contre les bas salaires et la déqualification, soulignent que leur combat rejoint celui des milliers de travailleurs qui occupent actuellement leurs usines. Les stagiaires dénoncent par ailleurs la formation qui leur est dispensée dans les centres FPA et qui vise, non à leur apprendre un véritable métier, mais seulement à leur faire acquérir les automatismes nécessaires pour assouvir la soif de profits maximum des patrons.

Correspondance avec un stagiaire de la section menuiserie du centre de Meaux

Travaux de voirie à

Entrechaux : UN OUVRIER MEURT DANS UNE TRANCHEE

A Entrechaux, petit village du Vaucluse, un dizaine d'ouvriers de l'entreprise Belliando refont le « tout-à-l'égout ». L'un d'eux travaille dans une tranchée. 2,50 m de haut, 0,60 m de large. C'est un terrain humide. Le règlement de sécurité prévoit en principe pour ce genre de travaux l'installation d'étriers, pour éviter les éboulements.

Là, pas d'étrier. L'éboulement se produit. Écrasé, l'ouvrier râle sous les décombres. Il devait mourir quelques instants après.

Tout de suite, avant que la police arrive, le chef de chantier exige que les ouvriers rebouchent la tranchée et qu'ils installent des étriers pour camoufler l'absence de sécurité. Et de demander à un témoin qui a tout vu... de « fermer sa gueule » !

Dans le village, c'est la colère ! Sur les routes, des inscriptions apparaissent dénonçant l'exploitation capitaliste et exigeant que les responsables soient mis sous les verrous.

Sans doute certains redoutaient-ils la colère du peuple ?... Quelques heures après, ces inscriptions ont été recouvertes de goudron.



Une bonne expérience d'agitation-propagande

Diffuser les idées marxistes-léninistes de façon efficace et vivante

Les militants de l'«Humanité-Rouge» de la ville de Brétigny-sur-Orge, en Essonne, avaient décidé de tenir un stand à la foire commerciale qui a eu lieu dans cette ville du 7 au 10 mai. Si ce n'est par ses aspects financiers — la location du stand était très élevée, il a fallu que les camarades paient le

Le premier résultat qu'a eu notre présence dans un stand à la foire commerciale, ce fut le repli des responsables du faux parti communiste français. Ils étaient effrayés de nous voir apparaître en tant que force politique autonome et organisée. Et comme ils n'avaient amené à la foire que des produits de commerce — des collections d'ouvrages des Editions sociales souvent supérieures à 1 000 F! — ils se sont contentés de tourner autour de leur stand. Le Conseil général de l'Essonne, où ils viennent d'acquiescer la majorité, avait mis des tas de moyens à leur disposition. Ils n'ont même pas osé en profiter. Ils se sont cantonnés dans leur stand.

Mais, et c'est le plus important, notre présence a surtout permis aux travailleurs du coin de mieux nous connaître. Désormais, la population, qui ne nous voit pas forcément sur les entreprises où nous intervenons, ne nous considérera plus

comme une poignée de «révolutionnaires qui rasent les murs le soir et déposent en cachette des tracts dans les boîtes à lettres».



Une vue du stand (photo correspondant HR).

Par ailleurs, les travailleurs et les militants sincères d'autres forces politiques ont pu voir que nous aussi, comme eux, nous sommes des travailleurs, et que nous n'hésitons pas à entrepren-

dre le plus possible de discussions avec eux. Nous avons beaucoup discuté avec des militants de base du PCF, du PS, du PSU, du même prix que n'importe quel exposant, révisionnistes exceptés car c'est une municipalité PCF — cette expérience d'agitation et de propagande communiste s'est avérée très intéressante. Le stand bien décoré, gai et bien placé, a attiré beaucoup de monde.

et des explications sur un parti que la bourgeoisie a interdit le 12 juin 1968 et dont nous développons la ligne idéologique et politi-

que : le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF). Nombreux ont été ceux également qui ont signé deux pétitions que nous leur proposons, l'une contre la répression qui s'abat sur toutes les couches populaires, l'autre contre les expulsions dont sont victimes nos frères immigrés et pour le soutien aux grévistes des foyers Sonacotra.

MJCF et aussi avec des militants CGT et CFDT, ainsi qu'avec des travailleurs non organisés.

De nombreux sujets ont été abordés. Pourquoi les communistes marxistes-léninistes attaquent-ils le PCF? La ligne générale des syndicats? Celle de la CGT en particulier? Pourquoi ne votent-ils pas pour le Programme commun, qui, pour un grand nombre de travailleurs, apparaît comme pouvant apporter des réformes avantageuses, à défaut de pouvoir résoudre tous les problèmes? Pourquoi restent-ils attachés à la dictature du prolétariat? Pourquoi défendent-ils Staline?

De nombreuses brochures des pays socialistes ainsi que toute notre presse étaient exposées. Ce qui est important, nous l'avons constaté, c'est d'avoir un très large choix : du papier découpé chinois jusqu'à notre presse en passant par les reproductions des œuvres de peintres-paysans chinois, des livres pour enfants, des classiques du marxisme-léninisme, des livres sur les pays socialistes, sur l'art et l'histoire, etc.

Beaucoup de gens nous ont demandé des nouvelles

Correspondant HR.

Bref, l'expérience que nous avons faite a connu beaucoup de succès, et cela a été d'autant plus important que ce travail fait à la foire commerciale devait servir de tremplin à un meeting local. De ce point de vue d'ailleurs, nous avons sûrement eu tort de négliger un peu les aspects locaux dans notre agitation.

Ce que nous a fait comprendre cette expérience c'est qu'il faut se saisir de toutes les occasions pour développer l'agitation et la propagande communiste de la façon la plus efficace et la plus vivante possible. Ceci afin de faire connaître mieux et plus largement notre ligne politique et nos propositions aux travailleurs.

Correspondant HR.

informations générales

DIJON
VENDREDI 21 MAI DE 18 A 24 H
AU PALAIS DES CONGRES
(Bd de Champagne)

Rassemblement ouvrier

organisé par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge

DE 18 A 20 h :

Stands ouvriers : cheminots, Hoover, Centre hospitalier, élèves-infirmières, Peugeot (Beaulieu Mandeure)

Stands enseignants-étudiants ;

Montages diapositives sur la dictature du prolétariat.

Panneaux ;

Vente de livres ;

Sketch des travailleurs de l'hôpital.

Une garderie d'enfants est prévue.

DE 20 h A 22 h 30 :

MEETING

Interventions d'ouvriers et d'étudiants sur leurs luttes, des camarades de Dijon de la JCMLF, du comité de défense contre la répression, et de l'UCF (ml).

Intervention centrale de l'Humanité-Rouge.

DE 22 h 30 A 24 h :

Forum-Débat.

Lyon Samedi 22 mai de 13 h à 20 h

32 et 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon
(tout près des Terreaux)

La parole à la classe ouvrière

de la région lyonnaise

La parole aux travailleurs en lutte, c'est confronter les expériences, c'est apprendre auprès des travailleurs qui mènent le combat quotidien contre le capitalisme exploiteur et leurs faux amis, les révisionnistes. C'est aussi travailler à forger l'unité de classe du prolétariat et à édifier son parti.

— Forums sur les luttes syndicales et politiques.

— Sur les travailleurs immigrés.

— Montages sur les luttes, l'Albanie, la Chine, le Cambodge, le social-impérialisme, etc.

— Diverses interventions sur les luttes ouvrières et paysannes...

— Des travailleurs de Paris-Rhône, de PUK, de Berliet, du Compresseur frigorifique, des apprentis cheminots, des hôpitaux... des paysans... des enseignants... des étudiants... dans divers stands expliqueront leurs luttes.

Le 22 mai, les communistes marxistes-léninistes de France et le quotidien l'Humanité rouge invitent les travailleurs de la région lyonnaise et tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

MEETING DE

«EL AMEL TOUNSI»
(Le travailleur tunisien)

Sur les luttes de la classe ouvrière, des étudiants et professeurs en Tunisie

VENDREDI 21 MAI A 20 h 30
SALLE MYRHA
RUE MYRHA A PARIS

AUX CINEMAS «14 JUILLET»
4, bd Beaumarchais 75011 Paris
Métro Bastille

Connaissance de l'Albanie socialiste

EXPOSITION
21 MAI — 5 JUIN 1976
de 14 h à 24 h
tous les jours

Exposition photographique sur la lutte de libération nationale de l'Albanie ;

Caricatures albanaises sur les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique ;

Affiches albanaises, des Unions professionnelles de la République populaire d'Albanie ;

Musique ;

Montages audio-visuels tous les jours en soirée ;

Livres, brochures, revues albanaises et sur l'Albanie.

EXPOSITION ORGANISEE
PAR LE COMITE DE PARIS-SUD
DE L'ASSOCIATION DES AMITIES
FRANCO-ALBANAISES

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 30 JUIN

LISTE DE SOUSCRIPTION

Au 11/5/76	5 880,35	PL	8,00 F
J. Soutien à HR	2 600,00	2 agents de bureau	7,25 F
M. Mme JM	200,00	Suppl. réabt JPH	18,00 F
Au meeting HR		Id. AMCH	55,00 F
du 8 mai à Lille	452,00	Id. GR	20,00 F
Pour le qt MEC	100,00	Id. CJP	40,00 F
CP Soutien à HR	500,00	Une vieille militante communiste de la rue du Sentier (Paris)	30,00 F
Mlle MM	200,00	Suppl. réabt MR	28,00 F
Pour la dictature du prolétariat MH	50,00	BA	13,20 F
Sousp. de masse près d'ouvriers de la SAFT	60,00	Une lectrice du 13e Meeting St-Brieuc pour Romain Le Gal	300,00 F
M.P. en timbres	13,60	DM TH	15,00 F
Soutien à HR J	25,00	CDHR Renaud Jean	50,00 F
Un camarade des PTT	1 000,00	Suppl. réabt VS	8,00 F
Anonyme	100,00	Id. GJY	10,00 F
Sousp. comité de rédaction	225,00	CDHR M. Audouin	360,00 F
Id. GJP	10,00 F	JF	200,00 F
Id. LR PH	60,00 F	Suppl. réabt LM CH	100,00 F
Id. CY	55,00 F	Id. CG	110,00 F
Id. AE	5,00 F	CDHR N. Van Troy	800,00 F
Vive la dict. du prol. RL	200,00 F		
Soutien au quot. PP	30,50 F	TOTAL AU	
Suppl. réabt CTA	20,00 F	19/5/76	14 158,90 F

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal : L'Humanité-rouge — CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc...

LAVAL (MAYENNE)
DIMANCHE 23 MAI
BOIS DE L'HUISSERIE

Journée de l'amitié franco-chinoise

Buffet chinois, activités pour les enfants, vannerie ping-pong, exposition, revues, montage, film chinois

ORGANISE PAR L'ASSOCIATION
DES AMITIES FRANCO-CHINOISES



Quand l'Eglise et la police se marient

L'hebdomadaire bien connu «Jours de France» (dont le rédacteur en chef est Marcel Dassault) a publié au début de l'année une double page, photos à l'appui, sur un «fait divers» de choix ! Jugez vous-même.

«Fils d'un maréchal-ferrant et d'une employée de ferme, petit-fils d'un pêcheur du golfe du Morbihan, André Mahé est un Breton de Paris, pratiquant et lucide. Sa vie, il l'a toujours partagée entre sa foi et un véritable apostolat dans les mini bas-fonds de la capitale. En effet lorsqu'il devint gardien de la paix — puis sous-brigadier, affecté au commissariat central du XII^e arrondissement — il demanda comme une faveur d'être exclusivement affecté au service de police-secours, acceptant même d'effectuer des heures supplémentaires.

«— Chaque fois qu'il s'agira de porter secours à l'un de mes prochains, je répondrai présent.» dit-il à ses supérieurs, en prenant ses fonctions, il y a treize ans.

Ce policier modèle, qui dit aussi «Mon but, mon seul but : aider et secourir mes concitoyens» vient d'être ordonné «diacre» par le cardinal Marty en personne, qui s'est déplacé pour la circonstance, jusqu'à l'horrible église du «Saint-Esprit» (bien connu

des gens du quartier Daumesnil).

Quelle «chance» pour les habitants du 12^e qui, curé ou pas au commissariat, ne peuvent plus faire leur marché place d'Aligre sans voir partout des bandes de «poulets» armés «comme sous l'occupation» (dit-on par ici) ; qui voient régulièrement de nombreuses affiches fascistes à 2 pas du commissariat (la collusion entre les flics et les groupes fascistes est flagrante).

Cet article de «Jours de France» (dont le PDG est le fasciste Pierre-Guillain de Bénouville, député dans le 12^e) me semble du même (mauvais) goût que la campagne «Merci aux gardiens de la paix».

Mais ceci n'est pas «évident» pour tout le monde... Car pas mal de gens du peuple, à défaut d'autre idéal, croient en dieu ; et en cette période de chômage énorme, pas mal de jeunes peuvent se laisser tenter par une image «impartiale et bienfaisante» de la police ou de l'armée bourgeoises.

Ne négligeons jamais d'expliquer inlassablement les crimes des instruments de répression de la classe bourgeoise, pour contre-carrer le flot de la propagande de cette classe capitaliste au pouvoir.

Une lectrice

Notes de lecture

L'ITINÉRAIRE D'UN BOURGEOIS

«Du bonheur et rien d'autre», livre de René Andrieux

Après avoir été élevé dans un milieu petit-bourgeois du Lot, dans «une enfance heureuse et sans soucis majeurs», Andrieux adhéra au PCF en 1942. Son livre autobiographique nous indique qu'il n'adhéra pas au PCF d'un point de vue idéologique. L'intérêt premier du livre réside donc ici : l'accession à la direction de l'Humanité de R. Andrieux se confond avec la dégénérescence complète du vieux parti. Cette accession est le symbole du triomphe de l'arrivisme petit bourgeois sur l'esprit de classe du prolétariat révolutionnaire. Andrieux est un représentant typique de ces petits et grands bourgeois qui ont transformé le parti à leur image ; ceux-là même qui, adhérant au parti en conservant leur idéologie de démocrates petits (ou grands) bourgeois, contribuèrent à la victoire du révisionnisme, ne se servirent jamais du marxisme que comme paravent contre la classe ouvrière. Le livre d'Andrieux nous renseigne sur le processus de substitution du révisionnisme au marxisme dans le PCF. A ce titre, pour ceux qui travaillent à édifier un Parti marxiste-léniniste unique et à transformer le monde à l'image de l'avant-garde prolétarienne, Andrieux est un bon professeur par l'exemple négatif.

DE LA «DIFFÉRENCIATION DE CLASSE» AU RÉVISIONNISME

Après cette enfance tranquille pendant laquelle Andrieux est éduqué dans une ambiance imprégnée de légalisme, de pacifisme (le père est conseiller municipal social-démocrate), c'est le lycée de Cahors. Andrieux nous donne alors les fondements objectifs de sa révolte : «Les problèmes commençaient quand nous sortions en ville, comme on disait, car l'inégalité sociale réapparaissait. Ceux dont les parents avaient une certaine aisance étaient mieux habillés, ils pouvaient aller au cinéma, au café. Ils avaient déjà cette assurance que donne l'argent. On prenait alors conscience de la différenciation de classe. Différenciation que j'ai ressentie avec encore plus d'acuité à l'université».

De quelle différenciation de classe s'agit-il donc ? De celle qui oppose de façon irréductible, antagonique, les prolétaires qui n'ont à perdre que leurs chaînes à la bourgeoisie capitaliste ? Non. La différenciation de classe dont nous entretenons Andrieux est celle qui oppose des lycéens issus de milieu modeste mais soucieux de leurs intérêts propres, de leur avenir, à des lycéens bourgeois déjà nantis. Andrieux substitue cette différenciation, cette contradiction entre petite bourgeoisie et bourgeoisie, à la contradiction principale, fondamentale de notre société, celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie.

Sur la base de cette «différenciation», Andrieux, n'adhérant au marxisme que de façon formelle, intellectuelle, ne posa pas concrètement le problème de sa position de classe. Il ne manifesta aucune volonté idéologique de se réformer, de pratiquer l'autocritique. Il ne se passa jamais au crible de la critique d'un juste point de vue de classe pour transformer sa conception du monde. Ne voyant pas combien il était décisif d'avoir une vue toujours plus claire et approfondie sur la différence entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie petite-bourgeoise,

Andrieux ne mena pas la lutte qui oppose la première à la seconde, il ne reconnut jamais dans la pratique, dans son comportement, la direction de la classe ouvrière. Il travailla donc à

C'est à Toulouse, l'âme pleine de pensée et des sentiments des héros stendhaliens, que R. Andrieux adhère au PCF. C'est une adhésion sur la base de sa conception bourgeoise du monde, sur le

pour la révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat, le socialisme.

C'est sur la base de cet état d'esprit pourri, complètement étranger à l'audace des communards, à la philosophie de lutte ardue du prolétariat révolutionnaire, qu'Andrieux épousa complètement tout ce qu'il pouvait y avoir d'opportuniste dans les positions du parti. Et voilà ce qu'il déclare : «Dans le Lot par exemple, nous détenions tout le pouvoir administratif et militaire. Mais j'avais parfaitement conscience que, aux élections (souligné par nous) le parti n'obtiendrait pas la majorité absolue... «Aussi lorsque les milices patriotiques ont été dissoutes, j'ai été pleinement d'accord.»

Puis se servant du passé pour le présent, Andrieux donne un label de «bon» parti politique bourgeois au PCF : «Les communistes ont fait la démonstration qu'ils étaient des hommes de gouvernement. Pour appeler à cette époque les mineurs à gagner la bataille du charbon, il fallait un courage politique assez exceptionnel.»

Le parti qui était en train de rabaisser à jamais son action sur le terrain du parlementarisme de la démocratie bourgeoise (et ce fut bien vite systématisé dans la thèse sclérotée de Thorez sur le «passage pacifique» au socialisme), allait-il pouvoir encore, après les graves erreurs commises dans la conciliation de classe avec la bourgeoisie, transformer Andrieux en un communiste ? Il n'en fut rien. Andrieux ne modifia pas sa conception du monde, il continua d'aimer Stendhal. Andrieux en 58 devenait rédacteur en chef de «l'Humanité». Le vieux parti finissait de se transformer en un parti à 100 p. 100 bourgeois. La vie d'Andrieux peut être considérée comme un élément de cette expérience historique négative, de cette expérience de la dégénérescence complète du PCF qui mérite, sur tous les plans, notre plus grande attention.

Un lecteur de Bordeaux.



mettre le parti à son image, à celle des intellectuels petits-bourgeois, et non à celle de l'avant-garde prolétarienne.

Nous voyons qu'après son bac il décide de préparer Normale supérieure et l'agrégation. Dans le cadre des ambitions secrètes par la bourgeoisie c'était, et cela demeure, un des bons chemins pour accéder aux postes et aux honneurs de la société civile. Lorsque la guerre éclate Andrieux avoue sans honte qu'il préférerait une «vie insouciant» et que «malgré le malheur des temps, il était heureux». La première année de guerre vit donc ce jeune homme de vingt et un ans, insouciant mais comme il le dit, «déjà de gauche», préparer sa licence classique. Que l'on pense, et que l'on compare à Fabien à 17 ans dans les brigades internationales et à tous les autres jeunes héros anonymes.

Mobilisé, puis après l'armistice, démobilisé, il termine sa licence. Il part à Toulouse pour préparer l'agrégation tout en faisant une étude sur Stendhal.

seul objectif politique de la libération nationale. Après avoir avoué sans fard sa complicité idéologique avec le bourgeois démocrate, antifasciste d'alors, André Malraux, Andrieux ajoute : «Je ne suis jamais tombé dans l'illusion lyrique. Notre but n'était pas d'instaurer une république des soviets». En quelques lignes il nous décrit ce que fut l'esprit de capitulation de classe au sortir de la guerre : «Pour moi c'était la fin de l'aventure. De la Pointe de grave, mon régiment fut envoyé en Bretagne où je passai fort agréablement deux mois de cet été ensoleillé. De nouveaux occupations me laissaient de larges loisirs. J'en profitais pour faire ce que peut faire un jeune homme sorti vivant de la guerre...» Que nos amis et camarades lecteurs jugent eux-mêmes de l'infamie ! Qu'ils jugent de l'insulte aux martyrs communistes, aux meilleurs de notre classe ouvrière, à ceux qui associèrent dans leur cœur, avec une profonde justesse, le succès de la lutte pour l'indépendance nationale à celui de la lutte

Programmes TV

- TF-1
19 h 20 Actualités régionales.
20 h 30 Le moulin de la galette. Au théâtre ce soir. Fidèle à lui-même, le théâtre que la bourgeoisie réserve au «petit peuple»...
22 h 50 Journal.
- A-2
19 h 20 Actualités régionales.
20 h 00 Journal.
20 h 35 Les mystères de New-York. Feuilleton. 4^e épisode.
21 h 35 Apostrophes. Emission de Bernard Pivot. «Qu'avez-vous fait de votre vie ?» Les «élites» font l'histoire, et pas les masses. Pivot s'enquiert du cheminement métaphysique de 3 bourgeois face à l'évolution de la société.
22 h 45 Journal.
22 h 55 La pointe courte. Film d'Agnès Varda (1955). On dit de ce film qui annonce la fameuse «nouvelle vague» du cinéma français. C'est-à-dire que vous verrez beaucoup d'intellectualisme, de symbolisme, d'images complexes. Bref une «vague» de plus dans l'avant-garde de l'art bourgeois. C'est la révélation de Philippe Noiret.
- FR-3
20 h 30 Vendredi. Les jouets de l'homme. Enquête sur la conception des jouets aujourd'hui dans notre société. Une des caractéristiques de cette industrie c'est le rôle idéologique d'oppression de la bourgeoisie sur les enfants. En particulier la distinction fille-garçon : un revolver pour lui, une poupée pour elle ; ils seront ainsi préparés à remplir le rôle que la bourgeoisie veut leur imposer dans son système.
21 h 30 America. Emission en 13 parties. 6^e partie. On nous conte l'installation des blancs et les conquêtes colonialistes des pays des «Peaux-rouges» Et leur extermination.
22 h 20 Journal.

L'Humanité Rouge

document

SAHARA OCCIDENTAL

LE PEUPLE SAHRAOUI VEUT VIVRE DANS LA LIBERTE



INTERVIEW D'UN PORTE-PAROLE DU F. POLISARIO

Depuis des mois la lutte du peuple sahraoui a fait éclater le mur de silence qui l'enfermait pour faire irruption sur la scène internationale. Son combat se poursuit contre l'injuste agression maroco-mauritanienne, entouré d'une sympathie grandissante.

Nous avons récemment rencontré l'un des porte-paroles de son organisation d'avant-garde, le F. POLISARIO, qui a bien voulu nous accorder l'interview suivante :

Les données du problème sont alors claires. Un peuple qui lutte pour son droit à l'existence, à la liberté et à l'indépendance, ce droit qui est reconnu par toutes les instances internationales de l'ONU à l'OUA en passant par la Cour internationale de justice.

Le Maroc et la Mauritanie qui se sont alliés à l'ancien colonisateur, se sont trouvés face à nous et ont agressé notre territoire par la force. On parle souvent de prétendus liens juridiques sur notre territoire, la Cour internationale de justice a cependant été très claire, et a reconnu le droit à l'autodétermination de notre peuple.

L'Algérie qui n'est d'ailleurs pas le premier pays qui nous a aidés, est un pays frère voisin avec lequel nos relations sont très bonnes car c'est le seul voisin qui a suivi le même chemin de libération et qui respecte le droit de notre peuple à l'existence et à l'indépendance.

C'est aussi le seul pays qui n'a pas de convoitise sur nos richesses et d'autant plus qu'il nous a aidés contre le premier colonisateur et continue à nous apporter une aide très précieuse.

Le Maroc qui a vu sa défaite face aux Sahraouis, veut mystifier les vrais problèmes. Il a provoqué l'Algérie plusieurs fois d'ailleurs pour cacher les vrais racines du conflit au Sahara qui est le peuple sahraoui agressé.

Pouvez-vous nous parler du programme politique et du fonctionnement du F. POLISARIO ?

Le Front POLISARIO, né des aspirations de nos masses populaires, répond à leurs volontés. La participation effective de nos masses est l'élément moteur de notre mouvement. Notre front qui résulte des forces créatrices de notre peuple, compte sur les moyens des masses et mène des combats qui ne peuvent réussir que grâce à l'appui et au soutien des forces populaires.

Les congrès annuels, dont le deuxième s'est tenu entre le 25 et 31 août 1974, ont permis de tracer notre ligne politique. Actuellement on prépare le troisième congrès qui permettra à notre peuple d'appliquer la démocratie malgré la lutte dure qu'il mène.

La République arabe sahraouie démocratique est le gain de la lutte irréversible contre les occupants. Notre République entend répondre aux traditions démocratiques de notre peuple ainsi qu'à la coopération, l'entraide et la coexistence pacifique avec le monde extérieur.

Nous attachons aussi beaucoup d'intérêts aux chartes et aux traités internationaux ainsi qu'à la charte de l'ONU et de l'OUA et nous demandons à tous les peuples et les gouvernements épris de justice et de paix de reconnaître notre jeune République.

Pouvez-vous nous retracer l'histoire de la lutte d'indépendance du peuple sahraoui et les origines du F. POLISARIO ?

Le Front populaire pour la libération de Saguiet el Hamra et Rio de Oro n'est pas

un mouvement spontané ou isolé. C'est par contre la continuité d'une longue lutte qu'a mené notre peuple à travers les siècles. Cette lutte qui est couronnée le 27 février 1976 par la proclamation de la République est une lutte pour hisser le drapeau de la liberté, la justice et la paix ; auxquelles notre peuple de sa tradition pacifique attache beaucoup d'intérêt.

Notre peuple a repoussé les premiers colons européens, hollandais et portugais qui tentaient d'implanter des comptoirs le long de nos rivages.

La civilisation de notre pays a rayonné sur tout le Maghreb, et nous avons toujours eu de bonnes relations de respect et de coopération avec les peuples voisins.

Notre pays, qui est devenu la part de l'Espagne après la division des pays du tiers monde par le traité de Berlin, n'a pu être contrôlé par celle-ci qu'après quarante ans de combats très violents durant lesquels la France a dû intervenir.

La bataille de «Oun tounsi», «Sank» en témoigne largement, et l'Espagne n'a contrôlé réellement notre pays que vers 1936. Les courants libérateurs sont apparus vers la fin de la deuxième guerre mondiale, notre peuple y a pris part, vers 1957.



Combattants du Front POLISARIO (photo Algérie Presse Service).

A cette période nous avons lutté côte à côte avec nos frères les Marocains, et pour la première fois, nous avons été trahis par le commandement de l'armée. Hassan II a bien joué son rôle en signant un traité avec la France et l'Espagne pour raser notre résistance et l'isoler. En 1958, tout notre pays fut libéré sauf Auin, et Dakla. L'Espagne s'est repliée. Après l'intervention de la France dans l'opération «Ecouvillon», elle a pu se rétablir de nouveau sur notre territoire.

Il faudra attendre 1967 pour voir se développer le mouvement de libération de Sahara (MLS) qui lutte pour l'indépendance et riposte par une manifestation populaire le 17 juin 1970 à la tentative de l'Espagne disant que, dès ce jour, le Sahara sera indiscutablement une province espagnole d'outre-mer.

C'est à partir de ce moment que notre peuple est décidé plus que jamais à libérer et par n'importe quel moyen notre patrie. C'est à ce moment, que le F. POLISARIO est apparu au monde, menant une lutte militaire et politique conjointement, et a

très vite prouvé la faiblesse de l'Espagne et son impossibilité de garder cette riche colonie.

Vues les conditions difficiles, et l'aspiration de notre peuple à la libération et à l'indépendance, l'Espagne a vendu au Maroc et à la Mauritanie une guerre qu'elle même n'a pas pu gagner. Ce fut le partage au lieu de l'autodétermination que l'ONU promet encore à notre peuple ! Mais la lutte est encore longue.

Qui sont les ennemis du peuple sahraoui ?

Les ennemis sont de deux genres. Il y a ceux qui font la guerre par leurs fils et ceux qui profitent et engraisent leurs fils. C'est-à-dire il y a les sous-impérialistes et les impérialistes qui financent et arment les premiers. La réaction a toujours été un instrument indiscutable de l'impérialisme international.

Qui profite de la guerre ? Est-ce les peuples du Maghreb ; non ils en souffrent. Qui veut la guerre ? Les profiteurs qui acheminent leurs armements pour l'amorcer et pour l'étendre. Notre peuple a pris les armes pour pouvoir vivre en paix dans son pays, notre peuple a toujours montré son hostilité aux colonialistes et aux exploités, et continué de faire la guerre qui lui est d'ailleurs imposée, pour retourner dans ses foyers et vivre en paix avec ses voisins.

gnol a essayé par tous les moyens de détruire la personnalité autochtone et indépendante de notre peuple et ceci par diverses méthodes et de façon directe ou indirecte.

L'invasion maroco-mauritanienne a débuté par des massacres et des exécutions ainsi que par des déportations et la répression est d'autant plus dure et barbare que notre peuple résiste, surtout qu'il est habitué aux manifestations populaires, chose intolérable par le régime antidémocratique du Maroc. Le caractère barbare, et inhumain des nouveaux agresseurs a obligé une grande majorité de nos masses populaires à quitter leurs foyers et à s'installer dans le désert plutôt que d'accepter le fait accompli par la force.

La capitale ne compte plus que moins de 1 000 Sahraouis, elle est devenue une ville abandonnée, de même d'ailleurs que d'autres villes qui sont devenues complètement désertes.

On ne parle pas des tortures, des exils, des assassinats, des crimes, car ceux-ci sont des choses connues au Maroc par le peuple frère du Maroc, depuis bien longtemps.

Le moins que l'on puisse dire du sort de nos populations dans les villes occupées est qu'elles vivent le canon du fusil sur la tête. C'est ça l'autodétermination selon le roi et d'autres expansionnistes.

Quelle est aujourd'hui la situation militaire sur le terrain ?

Actuellement, les forces armées royales se sont introduites dans les casernes que leur ont livrées les premiers colons avant leur départ. Bien que nous ne disposons que de peu d'armes, et souvent capturées à l'ennemi, et le peu de munitions, nous avons quand même, grâce à la volonté, et la détermination de nos combattants, pu équilibrer ou minimiser la disproportion qui existe du point de vue matériel et humain.

Les batailles héroïques qu'ont menées et que mènent quotidiennement nos vaillants guerilleros sont la preuve sans équivoque de l'incapacité de l'ennemi à exterminer notre petit peuple qui dépasse le 1/2 million d'habitants.

D'autre part on ne peut pas parler de guerre classique, mais seulement d'une guerre de guerilleros qui évolue avec les circonstances. Les opérations que mènent nos guerilleros et qui répondent chacune à des objectifs précis peuvent être menées aussi bien dans notre territoire qu'au delà de nos frontières : les dernières opérations étaient près de Tan-Tan et à Oüadan en Mauritanie.

Les envahisseurs occupent essentiellement des points stratégiques et sont harcelés de près par nos guerilleros, le déplacement entre deux points leur est presque impossible sauf par hélicoptère car nos combattants sont presque partout.

Quelle est la position de l'Algérie par rapport à votre lutte ?

Le problème sahraoui, ou la décolonisation du Sahara est un problème qui concerne en premier lieu le peuple sahraoui, qui est le facteur essentiel dans le problème.

Quel est le sort du peuple sahraoui sous l'occupation maroco-mauritanienne ? Comment se manifeste sa résistance à cette occupation ?

Notre peuple a vécu l'occupation espagnole près d'un siècle. Le fascisme espa-